

Les cinq milliards reviennent à l'armée

Berne, le 28 mai 2014

Communiqué de presse

Les cinq milliards reviennent à l'armée

L'excédent doit être utilisé pour la réduction de la dette

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux ne comprend pas la décision prise aujourd'hui par le Conseil fédéral en ce qui concerne la réduction du budget de l'armée de 800 millions. Le parlement a voté clairement pour le budget annuel de l'armée à 5 milliards. Si le DDPS ne peut pas présenter les projets d'acquisition appropriés, alors l'argent doit être utilisé pour réduire la dette.

Le PLR. Les Libéraux-Radicaux est en faveur d'un budget de l'armée à cinq milliards. Ce budget a également été récemment confirmé par le parlement. Il est central que notre armée puisse fonctionner et faire face aux défis croissants pour notre sécurité. Les antimilitaristes cherchent simplement, après le non au Gripen, à affaiblir une nouvelle fois l'armée. Il est regrettable que le Conseil fédéral joue à ce jeu-là.

Les cinq milliards reviennent à l'armée

Il est incompréhensible que le Conseil fédéral suive la tendance actuelle. La gauche cherche simplement à réduire ce montant pour l'utiliser sur un autre projet. L'augmentation de 5 milliards de francs aurait été impossible. Le PLR a du mal à comprendre de telles actions. L'armée doit disposer des moyens nécessaires. Si ce n'est pas pour l'armée, le fonds supplémentaire doit être utilisé pour rembourser la dette.

Le vote du Gripen n'était pas contre l'armée

Le court rejet de la population en ce qui concerne le Gripen ne concernait aucunement le budget de l'armée et encore moins une décision contre l'armée. Encore l'an dernier, la population a plébiscité l'armée lors du vote sur le service militaire obligatoire. Le PLR veut une armée crédible qui garantisse la souveraineté de notre pays face aux dangers traditionnels et modernes. Cela nécessite un certain budget – **par amour de la Suisse.**

Contacts:

- › Hugues Hiltpold, conseiller national, 079 656 30 10
- › Corina Eichenberger, conseillère nationale, 079 330 40 49
- › Stefan Brupbacher, secrétaire général, 079 789 13 81
- › Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48